

DANS SON DERNIER
ESSAI, CYNTHIA
FLEURY ANALYSE LE
SENTIMENT DE MAL-
ÊTRE, DE MAL VIVRE,
QUI S'INSTALLE DE
PLUS EN PLUS DANS
NOTRE SOCIÉTÉ.

Cynthia Fleury.

“La DIGNITÉ, on ne peut pas nous la voler”

DEPUIS 2010 ET LE TEXTE DE STÉPHANE HESSEL *INDIGNEZ-VOUS!* jusqu'à la réflexion actuelle sur la fin de vie ou le handicap, le concept de dignité s'est imposé comme l'ultime recours contre la brutalité du monde. Directrice de la chaire de philosophie à l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, Cynthia Fleury propose dans son essai *La Clinique de la dignité* des voies théoriques et pratiques pour repenser cette exigence qui traduit la fragilité de nos vies physiques et mentales. C'est par le soin, l'éducation, l'attention aux plus vulnérables qu'une clinique de la dignité peut, selon la philosophe et psychanalyste, permettre de conjurer la dégradation de nos modes d'existence.

MADAME FIGARO. – La dignité comme valeur et comme pratique est « mal en point », selon vous. Comment définissez ce mot à la fois familier et flottant ?

CYNTHIA FLEURY. – La dignité, c'est une sorte d'état inflexible. Quand on a dépouillé le sujet de tout artifice, de tout appareil et de toute vulnérabilité, il reste cet irréductible qui est la dignité d'un être. Dans notre conception moderne, la dignité est ainsi affiliée à l'être de manière intrinsèque. Elle n'est pas à prouver, elle est là, inébranlable, comme si elle nous précédait par le fait de nous lier à l'humanité. On ne peut pas nous la voler.

Comment cet attachement à sa propre dignité et à l'idée de la dignité d'autrui se traduit-il dans les multiples espaces sociaux ?

La condition ouvrière a été déterminante pour élaborer une conception de la dignité qui ne soit pas que symbolique, mais matérielle. C'est toute l'histoire de la conquête politique et sociale de la dignité, inaliénable, qui s'est traduite par le parachèvement de l'État de droit par l'État social aux XIX^e et XX^e siècles. Mais cette conquête bute aujourd'hui sur des atteintes récurrentes

faites aux « conditions dignes » du travail, ou à la décence des relations entre personnes, ou encore à la dignité des « milieux de vie » en les rendant inhabitables, toxiques, pollués. Depuis le texte de Stéphane Hessel *Indignez-vous!*, les Indignados, en Espagne en 2011, et tous les mouvements des Indignés dans le monde, le mouvement Black Lives Matter (pour la dignité des vies noires), la dignité de la révolution de Maïdan, en Ukraine, mais aussi la défense de la dignité dans la vieillesse, la dépendance, handicap..., l'indignation est devenue le geste politique des plus vulnérables. Si la dignité est le dernier bastion de l'être – ce qui reste de soi quand on nous a dépouillés de tout –, il est logique que l'indignation soit l'acte politique des plus « faibles ».

Comment comprenez-vous la réactivation de cette notion ?

La dignité a longtemps été compatible avec une société des inégalités. Avec la modernité, un âge plus « démocratique » d'un accès à l'égale dignité a vu le jour. Aujourd'hui, beaucoup d'individus se sentent atteints dans leurs potentialités d'avenir. De plus en plus de personnes réalisent que, du jour au lendemain, elles peuvent basculer dans une vie dégradée. Cela crée une fébrilité, consciente ou inconsciente, chez chacun d'entre nous.

Ces modes dégradés de la vie vous poussent à conceptualiser le « devenir indigne du monde ». Sommes-nous tous promis à cette dignité manquante ?

Notre époque accumule les mécanismes de production de l'indigne ordinaire. Elle fabrique de l'invivable, partout, c'est-à-dire des vies qui ne permettent pas au sujet de s'énoncer comme tel. Comme le dit la philosophe Judith Butler, l'invivable inscrit l'existence d'un sujet « sous le signe de son effondrement constitutif ». Il fait l'expérience d'un sentiment d'indignité et de mortification de sa personnalité.

Le sentiment de vivre mal, l'entendez-vous dans votre cabinet de psychanalyste ?

Oui, beaucoup de patients n'arrivent plus à faire corps dans le milieu de vie qui leur est imposé, que ce soit le milieu professionnel ou celui de leurs relations affectives. La manière dont les êtres manifestent souvent le lien, c'est le désengagement, la non-promesse, la non-responsabilité : les individus se replient sur eux-mêmes pour restaurer un sentiment de dignité. Ce recentrage est « cliniquement » nécessaire, car le sujet doit toujours se souvenir qu'il est irréductiblement « digne ». Pour autant, et c'est toute l'ambivalence, une dignité qui ne serait que symbolique peine à se maintenir ; il faut de la matière, des conditions pour qu'elle se déploie concrètement.

Les politiques publiques ont-elles un rôle à jouer en cela ?

Elles sont l'assurance des conditions matérielles qui font que l'on active un sentiment de respectabilité. De l'accès aux soins à l'éducation, de la politique de la petite enfance à la fin de vie, elles ont un rôle fondamental. Les institutions, certes fragilisées, ont été créées pour rendre pérenne le soutien, pour mettre en place des vies suffisamment bonnes, en reprenant l'expression de Winnicott. En France, on peut heureusement aussi tous les jours tisser avec ce que Boris Cyrulnik appelle des tiers résilients : un professeur, un assistant social, un médecin...

La « brutalisation » du monde, dont parle le philosophe Achille Mbembe, marqué par des logiques de fracturation, serait donc la cause principale de ce sentiment d'indignité ?

Ces cinquante dernières années, l'Occident a défendu un rêve providentiel de croissance et de dignité mêlées, dans lequel la dignité des êtres et de leurs milieux était revendiquée. Mais le rêve a été déconstruit : l'autre nom du progrès et de la croissance, c'est la fracturation des sols, des corps, le déplacement des populations... Or, la véritable dignité est dans un jeu relationnel avec le milieu qui nous entoure. On a besoin, pour ressentir une dignité, de constituer un milieu de vie digne ; c'est ce milieu de vie qui, à l'heure de l'Anthropocène, fait défaut. Les premières victimes du réchauffement climatique sont bien les droits de l'homme et la qualité de la vie.

En quoi ce vous appelez une « clinique de la dignité » peut-elle conjurer les effets de ces vies dégradées ?

À partir du moment où l'individu se sent malmené dans sa dignité, il tombe souvent malade ; il y a donc une clinique basique qui consiste à faire attention à ce sentiment-là. C'est important de travailler

PASSION JANKÉLÉVITCH

Dans un éloge éclairant de son œuvre foisonnante, centrée sur l'amour, le temps ou l'engagement, Cynthia Fleury, avec *Un été avec Jankélévitch*, fait de lui (1903-1985) un penseur phare de notre temps. Pourquoi ? Parce que ses textes sur le courage, vertu au cœur de son éthique, mais aussi sur l'énergie vitale ou l'instant présent continuent d'inspirer tous ceux qui voudraient porter sur le monde une réflexion juste et généreuse. Sa pensée porte une dimension sensible par laquelle nous apprenons à ne pas rater « l'unique matinée de printemps » et à ne pas fuir nos responsabilités face au présent.

« *Un été avec Jankélévitch* », de Cynthia Fleury, Éd. des Équateurs et France Inter, 188 p, 14 €.

à restaurer le sentiment de dignité en soi-même, pour produire une politique de la dignité qui soit raccord avec la démocratie et le non-ressentiment. La clinique, c'est du diagnostic auprès des vies actives. Cela commence depuis l'enfance, jusqu'à la fin. Cette clinique invite à aller au chevet des vies qui se ressentent comme indignes, à chercher comment on peut recréer de la fierté, de l'amour-propre. Ce fardeau du « devenir indigne du monde », il faut le porter à plusieurs pour mieux s'en libérer.

Cette clinique de la dignité ne se réduit donc pas à un cadre médical ?

Non, elle repose sur quantité d'outils. Prenons la convention citoyenne : c'est un outil « institutionnel » qui permet de refaire lien avec les institutions politiques, en s'appuyant sur des conditions dignes de travail, de prise en considération des singularités, de la qualité du temps alloué à la compréhension d'un problème, etc. Il aurait été judicieux d'en dédier une sur le sujet des retraites. Dans les tiers lieux, il est possible d'accueillir des tests, des manières d'innover à partir de la vulnérabilité.

Quel rôle accordez-vous à la violence dans cette conquête de la dignité ?

Le cadre de la légitime défense existe, mais je ne crois nullement au fait que la violence puisse être autre chose que sa propre finalité. La violence reste une puissance de destruction. On peut l'activer, mais si on en fait sciemment un outil politique, la pulsion mortifère l'emporte. Tout mon travail cherche au contraire à encapsuler la violence en restaurant des cliniques de la dignité ; soit on arrive à la sublimer, soit on l'apaise. Ce qui a fait advenir des droits dans l'histoire, c'est moins la violence des uns que l'effort des autres pour la contrer et instituer des droits. ●



La Clinique de la dignité, de Cynthia Fleury, Éditions du Seuil, 224 p., 19,90 €.